

Emploi : la Haute Normandie dans le marasme ambiant !

146 500 chômeurs fin Septembre, soit une hausse aux alentours de 10% en un an et seulement 76 000 d'entre eux indemnisés, tandis que près de 23 000 sont entrés dans le RSA.

Le chômage de longue durée augmente sensiblement (plus de 11%) et les plus de 50 ans subissent encore un peu plus que les autres les effets de « la crise ».

Pendant ce temps là, le nombre d'offres recueillies par Pôle Emploi chute de 10% la baisse est plus importante pour les offres de courte durée (CDD) et pour l'emploi intérimaire.

Les entrées en formation sont en baisse. Plus généralement concernant l'âge d'entrée à l'école, le déroulement de la scolarité, les niveaux de sortie, la région est à la traîne sur les chiffres nationaux... Si on entend beaucoup parler de certaines entreprises (« Pétroplus », « Sanofi »...), c'est souvent le silence sur la multitude de licenciements dans les PME/PMI, dans le secteur marchand ; pourtant ces derniers constituent le gros des troupes qui viennent s'inscrire à Pôle Emploi (licenciements économiques très souvent, que les patrons camouflent de plus en plus sous la formule « rupture conventionnelle »). Il n'y a guère que Mme Pellerin (économie numérique) pour affirmer haut et fort que la lutte des classes n'existe plus dans les petites boîtes !

En bref, la majorité des indicateurs régionaux est au rouge, la haute Normandie entre en récession et cumule les handicaps. Les politiques régionale et nationale ne laissent en rien espérer une sortie du tunnel ; la volonté affichée du Conseil régional (partagée par l'ARF) de s'approprier la formation (par exemple) pour apporter une réponse rapide aux besoins immédiats des entreprises locales est une politique à courte vue qui détruit l'appareil de formation et nie les droits des jeunes et des salarié-es. Les dernières mesures prises par le gouvernement au titre de la « compétitivité » appuient sur les mauvais leviers et ne garantissent en rien la création d'emplois, certains patrons expliquant d'ores et déjà que les 20 milliards qui leur sont accordés vont servir à « restaurer leurs marges ». On sait d'ailleurs depuis plus de 20 ans que les centaines de milliards que l'état a consacrés aux entreprises n'ont pesé que de façon tout à fait marginale sur les créations d'emploi ; par contre elles ont entraîné la suppression de centaines de milliers de postes dans le secteur public. Il faut bien compenser – au moins en partie – les cadeaux faits au patronat !

Eric PLANCHETTE, SNUTEFI FSU, Haute Normandie.

www.ecoleemancipee.org

La rue est à nous !

Des centaines de milliers de grévistes en Espagne et au Portugal. Dans ces deux pays, la grève générale du 14 novembre a été un succès et a montré la détermination des peuples à refuser les politiques d'austérité qui loin de résoudre la crise l'aggravent ! Certes les manifestant-es ont été beaucoup moins nombreux en France mais il ne faut pas se bercer d'illusions, le très sérieux journal libéral « The Economist » met la France sur la liste des prochains pays à subir la brutalité des politiques orchestrées par la troïka, pronostic renforcé par les déclarations de Hollande au cours de sa conférence de presse : « la fin du changement c'est maintenant ! ». Même Parisot n'en croit pas ses oreilles et applaudit à deux mains l'orientation libérale du gouvernement, gouvernement qui se prépare à piquer des milliards d'euros dans la poche des salarié-es et des consommateurs pour les donner au patronat, et qui, au nom de la compétitivité des entreprises, aligne les plans « sociaux » qui font exploser les chiffres du chômage. Dans l'éducation, là aussi le masque tombe. Après des mois de discussion et quelques semaines de négociation sur la soi-disant refondation de l'Ecole, la future loi d'orientation va être un copier-coller des lois Fillon-Chatel : maintien de la LRU, maintien de la réforme du lycée, maintien des livrets de compétence, maintien du dispositif Eclair, poursuite de l'externalisation des missions des co-psy, prise en charge de la carte des formations par les régions, allongement du temps de travail devant la classe entière dans le 1^{er} degré sous-couvert de « réforme » des rythmes scolaires... dans l'éducation là aussi, le changement c'était avant. Alors, il est temps de réagir et de passer à l'action ! Ne laissons pas la rue à ceux et celles qui veulent casser les services publics notamment celui de la santé ! Ne la laissons pas aux réactionnaires de tous bords qui refusent l'égalité des droits. C'est dans la rue et dans l'action que nous pourrons obtenir satisfaction pour une véritable démocratisation du service public d'éducation ! La FSU, 1^{ère} organisation syndicale dans l'éducation, doit s'adresser aux autres organisations syndicales afin de construire un plan d'action pour imposer le vrai changement !

Alain PONVERT, Collège Joliot Curie, Le Havre.

POUR NOUS
CONTACTER

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr

ROUEN : annedesj@orange.fr

27 : BERNAY : pascal.didtsch@wanadoo.fr

PT-AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr

EVREUX : jp.pallois@voila.fr

LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

Une "refondation" par et pour le marché

Que l'on ne s'y trompe pas : la refondation de l'École n'est pas qu'un nom pompeux donné par le nouveau gouvernement à l'habituel train de réformes que subit l'Education Nationale au début de chaque quinquennat. Aussi vide que puisse paraître le rapport rendu par le comité de pilotage de la concertation **remis** le 9 octobre dernier, il n'est en rien anodin. Derrière les généralités consacrées, il s'agit bien de fonder une nouvelle école. Ou plutôt de poursuivre le chantier entamé par les précédentes majorités, celui d'un enseignement public conçu par et pour l'économie libérale.

La mesure phare du projet, la réforme des rythmes scolaires, se veut emblématique de cette nouvelle école. Les premiers arbitrages de V. Peillon réussissent le tour de force de concilier ignorance des besoins des élèves, mépris envers les enseignants, désintérêt pour l'égalité face au service public et un goût certain pour l'absurde. Aux quatre jours d'école s'ajouteraient trois heures le mercredi matin. Mais les élèves finiraient toujours leurs journées à 16h30, soit par une pause méridienne allongée jusqu'à 14h30, soit par une aide aux devoirs en classe complète à partir de 15h30, à la suite... du temps de classe. Les élèves seraient pris en charge, là par les collectivités locales, ici par les enseignants et les collectivités. Temps de travail augmenté sans contrepartie pour les enseignants, inégalité du service public selon les moyens des collectivités, fatigue des élèves accrue : seuls les professionnels du tourisme peuvent sourire, les vacances d'été sont préservées.

Mais le cœur du projet réside moins dans cette réforme que dans ce qui n'est pas remis en cause, ou l'est seulement de manière cosmétique. Le socle commun est maintenu et avec lui l'inversion des ambitions d'une école républicaine : un service minimum plutôt que la réussite pour tous. L'expérimentation est maintenue : cheval de Troie présentable de la dérégulation. L'individualisation des parcours est maintenue : réduire les élèves à une liste de compétences pour casser des cadres collectifs de protection tels que les diplômes et mieux les préparer aux cases du pôle emploi. Austérité salariale et mépris pour les personnels sont maintenus : la concertation annoncée par le gouvernement a totalement laissé de côté les enseignants, et le gel du point d'indice est prolongé.

Dans son discours sur la refondation de l'École, F. Hollande a affirmé qu'« *un projet éducatif est, par définition, un projet de société* ». Nous ne pouvons qu'approuver.

Mais quand son premier ministre souhaite « *plus de fluidité entre l'Éducation nationale et l'entreprise* » et que son ministre de l'Éducation nationale déclare que « *L'éducation nationale est capable de changer le contenu de ses diplômes et de ses formations pour répondre rapidement aux besoins de l'économie et des entreprises. Elle est mobile. La coéducation, c'est cela aussi* », le constat s'impose : rien n'a changé. Le gouvernement socialiste prolonge l'œuvre de ses prédécesseurs, certes moins brutalement, mais selon la même ligne directrice, celle d'une société et de son école construites par et pour le marché.

Thomas AUDIGIER, Ecoles du Havre : Élémentaire Jean Jaurès
Maternelle Jules Durand, Maternelle Lamartine

Violences contre les femmes : ça suffit !

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en France, selon une étude de 2011, une femme est violée toutes les 7 minutes (seulement 10 % des victimes portent plainte... et seulement 2% des coupables sont condamnés); tous les 2,5 jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint ! Plus largement, les femmes subissent les violences sexistes au quotidien, dans la rue, au travail... Ces violences ne sont pas le fait d'une poignée d'hommes violents, mais sont le résultat d'une société où le sexisme domine toujours.

Le verdict rendu par la cour d'assises de Créteil dans le procès des viols collectifs (seulement 4 condamnations, majoritairement avec sursis), et son déroulement lui-même, ont envoyé un message clair aux victimes : « restez silencieuses ! ».

Le 25 novembre est la journée nationale contre les violences faites aux femmes : c'est l'occasion de rappeler que ces violences ne sont pas une fatalité ! La mobilisation de tous et toutes contre le sexisme, contre les violences et pour les droits des femmes est la seule solution pour que cela cesse !

A Rouen, rassemblement à 10 h 30 dimanche 25 novembre, place St Marc, à l'appel du collectif droits des femmes Rouen : droitsdesfemmes.rouen@gmail.com

Sur Facebook :

www.facebook.com/droitsdesfemmes.rouen

Au Havre, un réseau féministe est réactivé !

Contacts : gelin.clemence@orange.fr ;

stephanie_moi1980@yahoo.fr

Stéphanie RIO, École E. Vaillant, Le Havre.

Elections FSU

Tous les trois ans, la FSU tient congrès.

Jusqu'au jeudi 29 novembre, les syndiqué-e-s sont appelé-e-s à voter sur le rapport d'activité et l'orientation proposée pour les trois années à venir.

C'est l'occasion de se prononcer pour une politique combative face à des choix gouvernementaux qui préservent l'essentiel des remises en cause de la droite, pour un syndicalisme démocratique, unitaire et pluraliste.

ORIENTATION :

Votez pour la liste à l'initiative de l'École émancipée

RAPPORT D'ACTIVITE :

**- fenêtre « Protocole d'accord précarité » :
votez B**

**- fenêtre « Elections professionnelles » :
votez A**